



Lettre économique d'Algérie

N° 70 – avril 2018 (01/05/18)

© DG Trésor

Conjoncture

La Banque Mondiale et le FMI actualisent leurs perspectives macro-économiques pour l'Algérie

[Télécharger le rapport de suivi de la situation économique en Algérie \(BM\)](#)

[Télécharger le rapport de suivi de la situation économique dans la région MENA \(FMI\)](#)

Projection des principaux indicateurs

	2016	2017e	2018p	2019p
Croissance du PIB (%)				
FMI	3,3	2,0	3,0	2,7
BM	3,3	2,1	3,5	2,0
Inflation (%)				
FMI	6,4	5,6	7,4	7,6
BM	6,4	5,5	7,5	8,1
Déficit public (% du PIB)				
FMI	-13,5	-7,1	-8,2	-4,8
BM	-	-	-	-
Déficit courant (% du PIB)				
FMI	-16,6	-12,3	-9,3	-9,7
BM	-15,6	-14,7	-16,1	-12,7
Réserves de change (Mds USD)				
FMI	112,9	96,1	82,6	64,0
BM	-	-	-	-

A l'occasion de leurs réunions de Printemps, le FMI et la Banque Mondiale ont actualisé leur vision de la situation économique et financière de l'Algérie :

- **La croissance du PIB aurait nettement ralenti en 2017, de 3,3% à près de 2,0%**, à cause d'une légère récession dans le secteur des hydrocarbures (accord OPEP sur la réduction de la production de pétrole brut, ralentissement de la demande européenne pour le gaz algérien), partiellement compensée par une reprise modeste de la croissance hors-hydrocarbures (+0,2 pp à 2,5 %). **Elle devrait largement rebondir en 2018, à 3,0% (FMI) – 3,5% (BM)**, grâce à la relance du secteur des hydrocarbures (mise en service de plusieurs complexes gaziers et pétroliers) et surtout à la forte hausse des dépenses publiques d'investissement. Néanmoins, **elle pourrait ralentir à nouveau pour passer sous les 2% à l'horizon 2020**, en raison essentiellement de la reprise du processus de rationalisation budgétaire à partir de mi-2019.

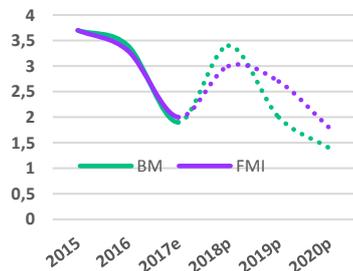
- **En 2017, le ratio déficit public / PIB se serait réduit mais resterait élevé (plus de 7% du PIB)**. C'est surtout la hausse des recettes budgétaires (+18% d'après le FMI) qui aurait permis de réduire ce ratio, les dépenses n'ayant que faiblement diminué (-1,5%). D'après la Banque Mondiale, la baisse des dépenses aurait été inférieure à celle prévue initialement, en raison du changement de trajectoire acté au 2nd semestre. **Le FMI et la BM s'accordent sur une dégradation de ce ratio en 2018** suite à la forte hausse des dépenses d'investissements, non compensée par la hausse des recettes issues de la fiscalité pétrolière. Néanmoins, le retour prévu à la rationalisation budgétaire devrait permettre de le diminuer rapidement à l'horizon 2020.

- **Le ratio déficit courant / PIB aurait également baissé grâce à la hausse des prix pétroliers mais demeurerait largement supérieur à 10%**. On notera que la BM estime qu'il pourrait encore se dégrader en 2018, du fait notamment de la hausse des importations d'équipement, alors que **le FMI estime au contraire qu'il devrait se réduire cette année**, comme conséquence d'une hausse substantielle des exportations conjuguée à une stagnation des importations. Son évolution sera fortement tributaire de l'évolution des cours pétroliers (le FMI et la Banque Mondiale anticipent une hausse du cours moyen de ≈20% en 2018 à 62-65 USD / bbl).

- La persistance de déficits jumeaux associée au non-recours à l'endettement extérieur devrait alimenter la croissance de la masse monétaire (le FMI prévoit +11% en 2018 et +5% en 2019). En conjonction avec d'autres facteurs, ce phénomène devrait entraîner **une accélération de l'inflation, qui pourrait dépasser les 7,5% sur la période 2018-2020**.



Evolution de la croissance du PIB



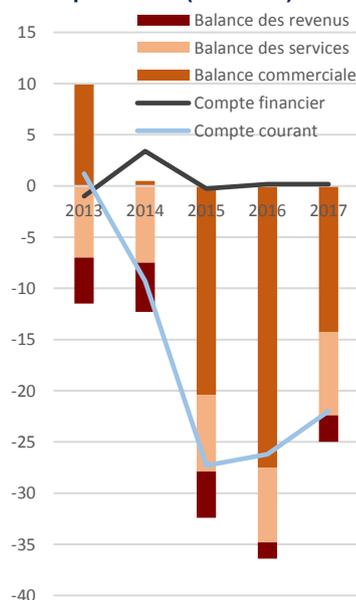
Par ailleurs, la Banque Mondiale anticipe une déplétion plus rapide que le FMI des réserves de change, affirmant qu'elles pourraient atteindre le seuil de 5 mois d'importations dès 2020, contre encore plus de 10 mois pour le FMI à cet horizon.

- Enfin, la Banque Mondiale souligne les principaux défis que devra affronter Algérie. Sur le front social, **elle devra s'atteler à réduire le chômage, notamment celui qui touche la jeunesse**. Cette persistance du chômage minerait les efforts de réduction de la pauvreté alors que, selon la BM, 10% de la population risquerait de retomber dans cette trappe. En termes de politique économique, **elle devra gérer avec efficacité le mécanisme de financement non-conventionnel** et s'assurer que les marges de financement dégagées profiteront bien à **la diversification de l'économie**.

Conjoncture

La balance des paiements en 2017

Composants de la balance des paiements (Mds USD)



La Banque d'Algérie a publié son bilan prévisionnel de la balance des paiements :

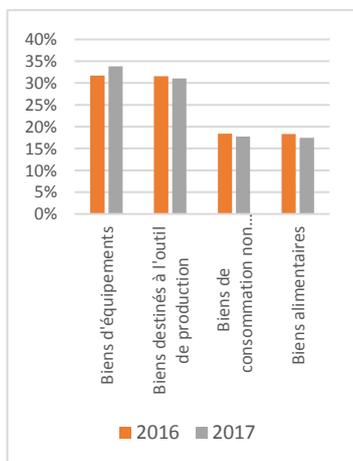
- **Balance commerciale des biens** : en 2017, **les exportations ont augmenté de 17,5% pour atteindre 34,4 Mds USD**. Grâce à l'augmentation du prix moyen du baril (de 45 à 54 USD/bbl), le montant des exportations d'hydrocarbures a cru de 18,4% pour s'élever à 33,1 Mds USD. **Néanmoins, les ventes d'hydrocarbures ont baissé de près de 3% en volume**, passant de 111,7 M de tonnes équivalent pétrole (TEP) en 2016 à 108,5 M de TEP en 2017. Quant aux exportations hors-hydrocarbures, composées essentiellement de dérivés des hydrocarbures, elles ont pratiquement stagné (-1,4%) à 1,4 Md USD. **Les importations ont pour leur part diminué de 1,4% en 2017 à 48,7 Mds USD** (après une baisse de 6,1% en 2016). En outre, la baisse des importations de biens d'équipements et de biens intermédiaires (-5% à 29,1 Mds USD) a permis de compenser la hausse de celle des biens de consommation (+2% à 16,9 Mds USD) et de carburants (+54% à 1,9 Mds USD). **Le déficit de la balance commerciale des biens s'est ainsi contracté de 28,9% pour s'établir à 14,3 Mds USD**.
- **Balance commerciale des services** : les importations de services ont augmenté de 4% pour s'établir à 11,2 Mds USD, du fait notamment de l'augmentation de l'achat de services liés au BTP (construction d'autoroutes). Quant aux exportations de service, elles ont baissé de 9% à 3,1 Mds USD. **Le déficit de la balance des services s'est ainsi creusé de 10% à 8,1 Mds USD**.
- **Balance des revenus** : les revenus des facteurs de production (capital et travail) ont enregistré **un solde négatif en hausse de 63,1% pour s'élever à -2,6 Mds USD en 2017**.
- **Transferts** : **les transferts nets ont crû de 6,8 % à 3 Mds USD en 2017**. Ils sont principalement constitués des retraites et pensions vers l'Algérie.

Le solde courant a ainsi enregistré un déficit en recul de 16,2% à 22 Mds USD en 2017, presque exclusivement causé par le déficit de la balance commerciale.

- **Compte de capital** : **le montant des IDE nets a chuté de 25% à 1,2 Md USD en 2017**.

Au total, **le solde de la balance des paiements a affiché un déficit en baisse de 16,3% à 21,8 Mds USD**. En raison du non-recours à l'endettement extérieur, **il a entièrement été financé par l'utilisation des réserves en devises de la Banque Centrale**. Celles-ci se sont ainsi contractées de 16,8 Mds USD en 2017, passant de 114,1 Mds USD fin 2016 à 97,3 Mds USD fin 2017. L'écart entre le montant financé avec les réserves et le déficit de la balance des paiements s'explique par la valorisation (de 5 Mds USD) des réserves grâce à l'appréciation de l'euro vis-à-vis du dollar.

Part des catégories de biens dans les importations algériennes



Source : Banque d'Algérie et ONS



Relations bilatérales

Visite officielle du président du gouvernement espagnol



© HuffPost Maghreb

Le Premier Ministre espagnol, Mariano Rajoy, a effectué une visite officielle en Algérie le 3 avril 2018 afin de participer à la **7^{ème} session de la Réunion bilatérale algéro-espagnole de Haut Niveau**. Accompagné d'une importante délégation ministérielle, il s'est notamment entretenu avec le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, ainsi qu'avec son homologue, Ahmed Ouyahia.

En marge de la réunion intergouvernementale s'est tenu un forum d'affaires algéro-espagnol. A cette occasion, la partie espagnole a invité les entreprises de son pays à intensifier les investissements en Algérie. Elle a également appelé le gouvernement algérien à assouplir sa réglementation relative aux IDE et à lever les restrictions aux importations adoptées début 2018, ces dernières affectant sensiblement les exportations espagnoles. Quant à la partie algérienne, elle a reconnu que les mesures adoptées pesaient sur les ventes de ses fournisseurs traditionnels, tout en soulignant leur caractère transitoire et incitatif pour les investissements étrangers, arguant que l'Espagne pourrait à terme compenser la baisse de ses recettes d'exportations par une hausse des dividendes rapatriés.

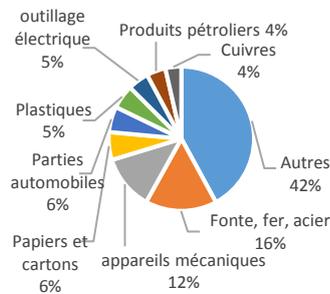
A l'issue de cette rencontre, huit mémorandums d'entente (MoU) ont été signés dans les domaines des assurances agricoles, de l'industrie des mines, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur & la recherche, de la protection civile, des télécommunications, du numérique et de la presse.



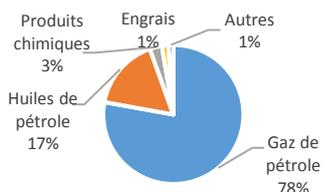
© Le Chiffre d'Affaires

Les relations économiques entre l'Algérie et l'Espagne sont importantes. Avec 7,3 Mds d'échanges en 2017, l'Algérie est le 15^{ème} partenaire commercial de l'Espagne et le 2nd en Afrique, derrière le Maroc. Surtout, **l'Algérie est le 1^{er} fournisseur en hydrocarbures de l'Espagne depuis 2013** (11% de ses besoins d'importations en 2017) et **traditionnellement son 1^{er} fournisseur de gaz naturel** (51% de ses besoins). Du point de vue de l'Algérie, le poids de l'Espagne est encore plus conséquent : en 2017, **l'Espagne serait le 4^{ème} partenaire commercial de l'Algérie, derrière la France**, son 3^{ème} client et son 5^{ème} fournisseur.

Répartition sectorielle des exportations de l'Espagne vers l'Algérie en 2017



Répartition sectorielle des exportations de l'Algérie vers l'Espagne en 2017



Source : UN Comtrade

En termes de stock, **l'Algérie se situerait au 58^{ème} rang mondial des pays récipiendaires d'IDE espagnols**, avec un montant estimé à 293 M EUR en 2015 d'après le ministère espagnol du Commerce-DataInvx (4^{ème} rang africain, derrière le Maroc, l'Afrique du Sud et l'Égypte). Ces investissements seraient concentrés dans les secteurs industriels, agro-alimentaire, de la construction et du génie civil. **Du point de vue de l'Algérie, l'Espagne serait cependant un investisseur de poids, se situant au 4^{ème} rang en termes du nombre de projets, derrière la France**, et au 7^{ème} rang en termes de stock financier. On constatera que les entreprises espagnoles (plus de 450 répertoriées) sont fortement impliquées dans les infrastructures énergétiques (construction et gestion de 60% des stations de dessalement d'eau du pays ; exploitation de plusieurs champs gaziers) et de transports (construction et ingénierie des métros d'Alger et d'Oran). En outre, la signature en 2016 d'une convention de conversion de la dette algérienne détenue par l'Espagne (109 M EUR) a permis de transformer une partie de cette dette en investissements dans des projets de développement (oléiculture, modernisation des SI).

Quant à l'Algérie, elle s'imposerait comme le premier investisseur africain en Espagne, devant la Libye, avec un stock d'IDE estimé à 404 M EUR en 2015 d'après DataInvx. Ce montant résulte, entre autres, des multiples prises de participation de la Sonatrach et des investissements de Cevital qui possède en Espagne une plateforme logistique pour l'exportation de verre plat, une usine d'aluminium (achat en 2014 pour 8,5 M EUR) ainsi qu'une filiale commerciale de Brandt.

Enfin, **l'Espagne s'affirmerait comme le 2nd pays d'accueil des ressortissants algériens** (≈64 000 ressortissants en 2017 ; 3,5% du total), **très loin derrière la France** (≈1,5 M ; 80% du total), générant des flux d'envois de fonds modestes (67 M USD en 2017).



Politiques publiques

Instauration d'une zone économique exclusive au large des côtes algériennes

Par un décret, l'Algérie s'est dotée d'une ZEE qui lui donne l'exclusivité de l'exploitation des ressources sur un espace maritime compris entre la zone frontalière du Maroc et de la Tunisie et pouvant aller jusqu'à 370 kilomètres au large des côtes.

Les autorités algériennes ont décidé de valoriser les ressources potentielles offshore (en mer). En effet, d'après les statistiques du ministère de l'Energie, la production d'hydrocarbures aurait chuté de ≈7% entre 2006 et 2016 tandis que la consommation interne aurait augmenté de ≈55% sur la même période, diminuant de manière conséquente le potentiel exportable.

Les eaux territoriales algériennes pourraient contenir des ressources importantes. En 2015 par exemple, la société italienne ENI a découvert au large des côtes égyptiennes le plus grand gisement gazier de l'est méditerranéen, Zohr. L'exploitation du champ a démarré fin décembre 2017 et pourrait à terme assurer l'indépendance énergétique de l'Egypte. Israël a également découvert un gisement important en 2010 (le Léviathan) avec des ressources estimées à 620 Mds m³ tout comme Chypre en 2011 (Aphrodite) avec un potentiel de 140 Mds m³.

Plusieurs opérateurs pétroliers majeurs (Total, Eni, Anadarko et Statoil) auraient d'ores et déjà manifesté leur intérêt pour l'exploration des hydrocarbures dans l'offshore algérien. L'Algérie a commandé des études sismiques pour déterminer le potentiel offshore, dont les résultats pourraient ouvrir la voie à des forages avant fin 2018.

Environnement des affaires

L'Algérie dans l'indice d'investissement africain de Global Quantum

Classement des économies nord-africaines par rapport à l'ensemble du continent (154 pays)

Classement	Algérie	Maroc	Egypte	Tunisie
Rang (/154)	3	1	2	24
Taille de l'économie	4	5	2	11
Investissement domestique (% PIB)	2	15	44	29
Croissance du PIB	30	37	31	46
Taux d'intérêt réel	6	11	4	-
Monnaie centrale excédentaire	43	40	6	32
Risque de change	26	11	45	24
Couverture des importations	40	12	11	32
Dettes externes	1	4	21	17
Ratio du compte courant	1	34	5	43
Ouverture commerciale	36	17	49	14
Doing Business	30	6	16	5
Population	9	11	3	29
Taux de pénétration de Facebook	6	8	7	1

L'Algérie s'est classée 3^{ème} sur 54 pays africains dans l'édition 2018 de l'indice d'investissement africain (IIA) publiée par la division de recherche indépendante de la société d'investissement Quantum Global. Le pays fait ainsi un bond de 4 places par rapport à son classement dans l'édition précédente (7^{ème} rang), se classant ainsi derrière l'Egypte (2^{ème}) et le Maroc (1^{er}).

Cet indice vise à évaluer l'attractivité à moyen-terme des économies africaines pour les IDE, en prenant en compte six facteurs : 1) la croissance (investissement domestique, taille de l'économie et croissance économique) ; 2) la liquidité (taux d'intérêt réel, excès d'offre de monnaie) ; 3) le risque externe (risque de change, taux de couverture, dette externe, compte courant) ; 4) l'environnement des affaires (facilité de faire des affaires, ouverture commerciale) ; 5) la démographie et 6) le capital social (mesuré via le taux de pénétration de Facebook).

L'Algérie est particulièrement performante sur le facteur de croissance grâce au niveau élevé de l'investissement domestique (50% du PIB ; 2^{ème} rang) et à la taille de son économie (4^{ème} rang). Parmi les autres facteurs favorables, on notera : la quasi-absence de dette extérieure (1^{er} rang), un ratio de compte courant favorable grâce au niveau élevé de réserves de changes (actuellement le plus haut montant africain ; 1^{er} rang), le faible niveau des taux d'intérêts réels (6^{ème} rang), l'important taux de pénétration de Facebook (6^{ème} rang) ainsi qu'une démographie dynamique (9^{ème} rang).



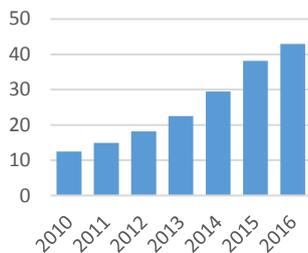
Néanmoins, selon ce rapport, l'Algérie a une forte marge de progression sur les indicateurs relatifs à l'environnement des affaires et à la balance commerciale (36^{ème} rang en termes d'ouverture commerciale, 30^{ème} rang sur le classement Doing Business et 40^{ème} rang sur le ratio de couverture). Elle est également pénalisée par l'indicateur d'excès d'offre de monnaie (différence entre la croissance de la masse monétaire et celle du PIB), se classant au 43^{ème} rang seulement. En 2017, la masse monétaire a ainsi cru de 8% alors que la croissance du PIB devrait avoisiner 2%.



Politiques publiques

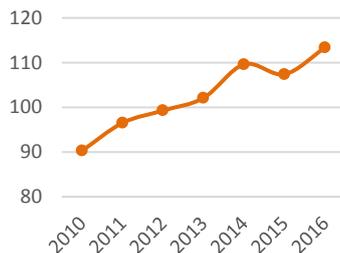
L'Algérie se dote d'une loi sur le commerce électronique

Evolution de la proportion de la population utilisant Internet (en%)



Source : Union Internationale des Télécommunications (ITU)

Evolution de la densité mobile (nombre d'abonnés pour 100 habitants, en %)



Source : Autorité de régulation de la Poste et des Télécommunications (ARPT)

Le Parlement algérien a adopté une loi visant à encadrer les opérations de commerce électronique (*e-commerce*). **Les dispositions de ce texte visent principalement à assurer la sécurité des transactions et à définir les obligations des fournisseurs et des acheteurs**, venant ainsi combler un vide juridique qui exposait les deux parties aux risques de fraude. Les web marchands déjà actifs sur le marché algérien ont désormais six mois pour se conformer à la réglementation.

En l'occurrence, l'entreprise de commerce électronique doit être inscrite au registre national du commerce et son site web obligatoirement hébergé en Algérie. Elle a l'obligation de formaliser la vente via un contrat électronique. **Le client peut effectuer le paiement en ligne via la connexion à une plateforme de paiement électronique sécurisée** ou à la livraison (en cash, par chèque, par virement CCP...). La loi exclut d'emblée un certain nombre de produits du champ des transactions autorisées (jeux de hasard, tabac et alcools, produits pharmaceutiques...). **Le texte autorise les transactions transfrontalières** à condition que le produit de la vente soit porté sur le compte-devises du fournisseur dans le cas où le client se situe à l'étranger et que le consommateur domicilié en Algérie règle son achat à travers son compte-devises dans le cas où le fournisseur opère depuis l'étranger. En cas d'infraction de la part du web marchand, le texte prévoit des amendes comprises entre 50 000 et 2 M DZD ainsi que la radiation du registre du commerce et la fermeture du site web.

Le commerce en ligne serait encore embryonnaire en Algérie. D'après la base de données Global Findex, 3% des adultes auraient utilisé internet pour effectuer un achat en 2016, contre une moyenne de 32% dans les pays similaires (pays à revenu intermédiaire supérieur). **Il serait néanmoins en forte croissance** : Jumia Algérie, un des leaders sur le marché, aurait vu son nombre de visiteurs quasi-doubler en 2017 par rapport à l'année précédente pour atteindre 1,5 M alors que le nombre d'opérations d'achat serait passé de 300-500 par jour à 500-1000 par jour dans le même temps.

Parmi les freins à son développement, on notera surtout **le faible niveau de bancarisation du pays** (43% de la population adulte disposerait d'un compte bancaire) et **la faible propension à effectuer des paiements en ligne** (5% des adultes). A l'inverse, **pour booster le secteur, l'Algérie peut compter sur une forte croissance du taux de pénétration d'internet** (+2,4 pp par an en moyenne au cours des cinq dernières années pour atteindre 43% de la population en 2016) **et de la téléphonie mobile** (+5 pp pour atteindre 113% dans le même temps).

**Brèves économiques**

- En glissement annuel, **l'inflation se serait établie à 4,6% au mois de mars** selon l'Office National des Statistiques (ONS).
- D'après les douanes algériennes, **le déficit commercial aurait été ramené de 2,98 Mds USD au cours du 1^{er} trimestre 2017 à 490 M USD au cours du 1^{er} trimestre 2018, soit une baisse voisine de 84%**. Les exportations ont augmenté de 20% à 10,7 Mds USD alors que les importations ont reculé de 6% à 11,2 Mds USD dans le même temps.
- Le Ministère du commerce a annoncé **la levée de la suspension à l'importation de certains intrants (arômes) nécessaires à la production de produits alimentaires** (jus, confiseries, chocolats, biscuits, etc.).
- D'après le directeur exécutif SPE de la Sonatrach, **les investissements réalisés en 2017 se sont élevés à 8,1 Mds USD, en baisse de 8% par rapport à l'année précédente**. La Sonatrach prévoit 56 Mds USD d'investissements sur la période 2018-2022.
- **Le Conseil des Participations de l'Etat a pris plusieurs décisions pour relancer le complexe sidérurgique SIDER d'El Hadjar** : 1) une dette de 122 Mds DZD (1,1 Md USD) a été rééchelonnée à long terme ; 2) un budget supplémentaire de 23 Mds DZD (200 M USD) sera accordé pour moderniser le complexe ; et 3) un partenariat 51/49% a été conclu avec le groupe industriel émirati Emarat Dzayer (investissement prévu de 160 Mds DZD soit 1,4 Mds USD).
- Selon le *Global Knowledge Partnership on Migration and Development* (KNOMAD), **le montant des transferts d'expatriés algériens aurait cru de près de 5% en 2017 pour s'élever à 2,1 Mds USD**. Il serait principalement tiré par les envois de fonds en provenance de la France (+5% à 1,7 Mds USD).
- La banque française Natixis (groupe BPCE) a lancé **sa première banque mobile « Banxy » en Algérie**. Via une application mobile, les particuliers pourront accéder à leur compte bancaire et accéder à une panoplie de services sans se déplacer en agence (gestion du compte, de la carte bancaire et des chèques, virements interbancaires ...).
- **La 16^{ème} édition du salon professionnel agroalimentaire « DjazAgro » s'est tenue à Alger du 9 au 12 avril**. Elle a vu la participation de 700 exposants algériens et internationaux.
- **La 21^{ème} édition du Salon international du Bâtiment, des Matériaux de construction et des Travaux publics (« Batimatec ») s'est tenue à Alger du 22 au 26 avril**. Plus de 1000 exposants algériens et internationaux étaient présents.



Indicateurs socio-économiques

Tableau de bord-indicateurs clés

Population (au 1er janvier 2017)	41,3 millions d'habitants
PIB/habitant USD (2017)	4225 USD
PIB/habitant en PPA USD (2017)	15150 USD
IDH (2016)	0,745 (86 ^{ème} sur 191)
Classement Doing Business (2018)	166 ^{ème} sur 190
Taux de chômage (septembre 2017)	11,7%
Taux d'inflation (rythme annuel en mars 2018)	4,6%
Taux de change EUR/DZD (mars 2018)	140,38
Prix du baril de pétrole brut (OPEP basket price – moyenne mensuelle mars 2018)	63,76 USD
Réserves de change (au 31 décembre 2017)	97 Mds USD

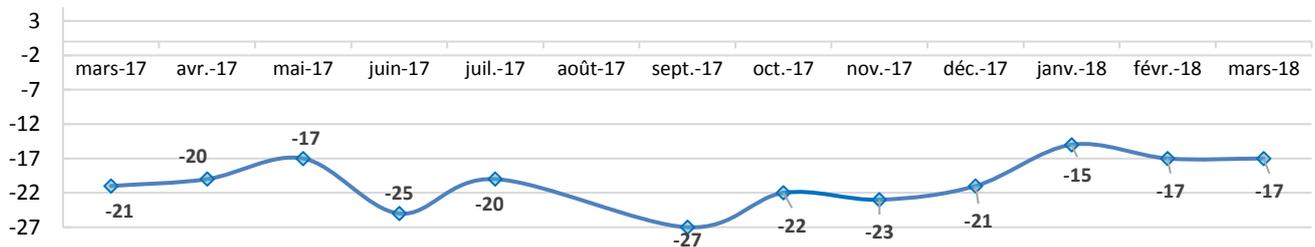
Sources : ONS, PNUD, Banque mondiale, Banque d'Algérie, OPEP, FMI

Indicateurs macroéconomiques annuels

	2014	2015	2016*	2017*	2018*	
PIB, croissance et inflation	PIB (en Mds USD, à prix courants)	214	166	159	175	180
	Taux de croissance du PIB à prix constants (en %)	3,8%	3,9%	3,3%	1,5%	0,8%
	PIB hors hydrocarbures (en Mds USD)	156	135	138	141	144
	Taux de croissance du PIB HH à prix constants (en %)	5,6%	5,5%	3,7%	3,1%	2,7%
	Taux d'inflation (moyenne annuelle, en %)	2,9%	4,8%	6,4%	5,5%	4,4%
	Taux d'investissement (en % du PIB)	47,5%	50,9%	53,8%	48%	39%
Comptes publics	Taux d'épargne (en % du PIB)	43,4%	34,7%	32,6%	34,2%	28%
	Solde budgétaire global (en % du PIB)	-7,3%	-15,3%	-13,5%	-3,2%	-1,1%
	Solde budgétaire global hors hydrocarbures (en % du PIB HH)	-38,0%	-37,8%	-29,9%	-27,9%	-26,5%
	Solde budgétaire hors Fonds de régulation des recettes (en % du PIB)	-14,5%	-36,5%	-21,2%	-9,3%	-7,7%
	Dettes publiques (en % du PIB)	7,7%	8,8%	20,6%	17,7%	17,7%
	Dettes extérieures brutes (en % du PIB)	1,7%	1,8%	2,7%	4,9%	6,8%
Comptes externes	Fonds de régulation des recettes (en Mds DZD)	4 408	2 074	740	740	740
	Balance commerciale (en Mds USD)	0,3	-18,1	-23,1	-22,1	-16,6
	Balance des services et des revenus (en Mds USD)	-13,0	-11,7	-8,4	-9,5	-9,1
	Transferts nets (en Mds USD)	3,3	2,7	2,7	2,9	3,0
	Flux nets d'IDE (en Mds USD)	1,5	-0,7	1,4	1,8	2,2
	Balance courante (en Mds USD)	-9,4	-27,0	-28,8	-28,7	-22,7
Monnaie	Balance des paiements (en Mds USD)	-5,9	-27,5	-26,0	-21,8	-15,6
	Avoirs extérieurs nets (en Mds DZD)	15850	15 553	12 725	10 438	9 025
	Avoirs intérieurs nets (en Mds DZD)	-1 938	-1 490	1 526	4 842	7 559
	Crédits à l'économie (en Mds DZD)	6 591	7 651	8 341	9 176	9 953
Monnaie et quasi monnaie M2 (en Mds DZD)	13 664	13 731	13 881	15 280	16 583	

Source : FMI, Banque d'Algérie *estimation *prévisions

Baromètre du Forum des Chefs d'Entreprises : indice de confiance des chefs d'entreprises



Les chefs d'entreprises membres du FCE sont interrogés sur leurs perspectives de production, leur volume de commandes et le niveau actuel de leurs stocks. Les valeurs du baromètre correspondent à la moyenne du solde de leur opinion (positive ou négative) sur chacun de ces items.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique d'Algérie (adresser les demandes à alger@dgtrésor.gov.dz).

Auteur : Service Économique Régional d'Algérie

Adresse : 25 chemin Abdelkader Gadouche 16035 Hydra

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Rédigé par : Guillaume Dufour

Revu par : Denis Le Fers, Laurent Boulan